

Pouvoir d'emprunt—Loi

l'institution «parraine», si vous voulez, de la Commission de la Capitale nationale que nous connaissons aujourd'hui, qui a développé un sens de la capitale d'un pays, qui a tenté par tous les moyens possibles de donner des accommodements, autant du côté ontarien que du côté québécois. Mais elle l'a fait d'une façon plus généreuse du côté ontarien jusque vers les années 1930, c'est alors que le premier ministre de l'époque a eu une vision, comme l'avait eu Sir Wilfrid Laurier d'ailleurs au cours des années 1900, d'une capitale qui refléterait l'esprit et l'âme et le foyer qui serait le foyer de tous les Canadiens.

Malheureusement chaque fois, et je le répète toujours, qu'un premier ministre ne s'est pas mêlé directement de l'avenir de la Capitale nationale du Canada, il y a toujours eu un délai regrettable, puisque la vision dont on se faisait du Canada en 1899, du moins de la Capitale, a été momentanément arrêtée. Et c'est chaque fois que les premiers ministres se sont impliqués directement dans l'extension, dans l'épanouissement de la Région de la Capitale nationale, que les choses ont changé, monsieur le Président.

Alors, je voulais tout simplement dire que le rapport Nielsen a simplement violé la Capitale du Canada, lui a donné un sens pour le futur absolument vide. On détruit ce que peut-être cent ans ont fait par le truchement de la Commission de la Capitale nationale. Je sais que, je vois mon collègue d'Ottawa-Carleton (M. Turner) qui aura certainement quelque chose à dire pour la Commission de la Capitale nationale en faveur du développement de la capitale du Canada... Autant que moi, il représente une circonscription qui est fière d'appartenir à la région de la Capitale nationale et qui est la capitale nationale du Canada. Je sais que mon honorable ami a des problèmes avec peut-être l'ambassade américaine.

Je sais qu'il y aura des problèmes avec la Commission de la capitale nationale, mais je dois lui dire une chose, monsieur le président, et je viens justement de le dire, à moins que le premier ministre ne s'implique directement dans l'intérêt national, alors seulement qu'une décision favorable ou non favorable serait rendue, et je dis bien dans l'intérêt national seulement, je pense que le premier ministre devrait s'occuper de cet important problème.

Quant à moi, monsieur le Président, c'est ma contribution que je voulais faire à cette auguste assemblée, et je suis certain qu'on aura un débat assez prolongé sur ce sujet puisque la capital nationale est régie par une législation qu'il faudra abroger ou amender, ou tout simplement continuer avec le *statu quo*.

Le président suppléant (M. Charest): Débat. L'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Keeper) a la parole.

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, c'est un plaisir pour moi de participer à ce débat une autre fois à l'occasion de la motion visant à retirer ce projet de loi de cette Chambre pour six mois.

Monsieur le Président, la législation à l'étude aujourd'hui vise l'emprunt de 22 milliards de dollars par le gouvernement fédéral. Monsieur le Président, nous devons nous demander comment le gouvernement veut avoir l'autorité d'emprunter cet argent. Ces politiques d'emprunt sont liées avec les politiques budgétaires du gouvernement, et ce sont ces dernières qui sont au fond de cette requête de vouloir emprunter plus d'argent.

Monsieur le Président, le gouvernement a pris pour son focus économique le déficit. Il a dit que le déficit doit être réduit pour avoir une relance économique. Mais, monsieur le Président, il me semble que le déficit est utilisé par le gouvernement comme quelqu'un qui peut faire peur à tout le monde pour indiquer aux gens ordinaires qu'ils doivent appuyer la politique économique du gouvernement. Mais, monsieur le Président, au lieu d'avoir cette peur, nous devons plutôt pencher pour les politiques économiques de ce gouvernement. Si le gouvernement est sérieux dans son engagement de réduire le déficit, pourquoi a-t-il donné des cadeaux aux gens riches dans notre société, pourquoi a-t-il donné des exemptions des taux d'impôt aux gens qui ont beaucoup de capital?

Monsieur le Président, si le gouvernement veut réduire le déficit, pourquoi a-t-il réduit le taux d'impôt sur des grandes sociétés? Monsieur le Président, il me semble que le gouvernement n'est pas vraiment sérieux dans ses efforts pour réduire le déficit. C'est sûrement une façon de convaincre les gens ordinaires d'appuyer les politiques économiques de ce gouvernement. Et nous devons nous demander alors de quelle façon le gouvernement a approché ce projet de réduire le déficit. Il a approché ce projet en augmentant les taux d'impôt pour les gens ordinaires en même temps qu'il a réduit le taux pour les gens riches. Je vais donner un exemple. Le journal *The Financial Post* du 8 mars 1986 fait une analyse du dernier budget. Il a donné trois cas qui illustrent l'impact de la politique budgétaire de ce gouvernement sur les Canadiens. Par exemple: une personne qui gagne un revenu de \$40,000 par année, dont \$35,000 en salaire et \$4,000 en gains d'investissement et \$1,000 d'intérêt, eh bien, cette personne ayant un revenu de \$40,000 va avoir une augmentation de ses taux d'impôt de \$8,000 par année. Voilà l'impact du budget pour lui. Mais, une personne qui gagne un revenu de \$60,000 par année voit son impôt réduit de \$1,000 par année. Cela semble extraordinaire, monsieur le Président. Il est difficile de comprendre comment le gouvernement peut augmenter le taux pour les gens qui gagnent \$40,000 par année en même temps qu'il réduit le taux de ceux qui gagnent \$60,000 par année, et il a réduit leurs impôts de plus de \$1,000 par année. C'est extraordinaire! C'est injuste!

● (1540)

Le troisième cas que ce journal a utilisé pour indiquer l'impact qu'aura le budget sur les gens qui gagnent \$150,000 par année, c'est que leur taux d'impôt sera réduit de \$5,000 par année. C'est vraiment injuste, monsieur le Président.

Comment le gouvernement peut-il justifier une réduction de \$5,000 par année pour les gens qui gagnent un revenu de plus de \$100,000 en même temps qu'il a augmenté l'impôt pour les gens ordinaires, pour les gens qui gagnent un revenu de \$40,000 par année? C'est vraiment injuste, c'est aussi inutile, c'est également inefficace pour l'économie parce que le gouvernement prendra beaucoup d'argent des gens qui font partie de la classe moyenne, des gens qui achètent beaucoup de choses pour leurs besoins. Cette réduction de revenu pour la classe moyenne va bloquer la croissance de l'économie. Cela aura un impact négatif sur la croissance économique.

Monsieur le Président, il est important pour le gouvernement de prendre le temps de reconsidérer sa politique économique, de reconsidérer l'injustice de son approche des impôts.